

Unité interdépartementale Drôme-Ardèche  
Plateau de Lautagne  
3 Avenue des Langories  
26000 Valence

Valence, le 29 juillet 2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 10/07/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **CANSON**

Usine de Moulin du Roy  
370 avenue du Haut Vivarais  
07100 Saint-Marcel-Lès-Annonay

Références : 20250728-RAP-DAEN0885  
Code AIOT : 0006102312

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/07/2025 dans l'établissement CANSON implanté Usine de Moulin du Roy 370 avenue du Haut Vivarais 07100 Saint-Marcel-lès-Annonay. L'inspection a été annoncée le 01/07/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette visite a été réalisée dans le cadre du plan de contrôle « Sécheresse » en ce début d'été 2025.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- CANSON
- Usine de Moulin du Roy 370 avenue du Haut Vivarais 07100 Saint-Marcel-lès-Annonay
- Code AIOT : 0006102312
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société CANSON SAS est spécialisée dans la production et la commercialisation de papier pour les beaux-arts et les activités scolaires. Cette société a été rachetée par le groupe italien FILA qui est spécialisé dans les arts graphiques.

Les papiers produits dans l'usine de Moulin du Roy sur la commune de Saint-Marcel-Lès-Annonay sont ensuite transformés et commercialisés dans l'usine du Grand-Mûrier implantée sur la commune d'Annonay. La machine d'une capacité de 50 t/j est spécialisée dans la fabrication de papiers couleurs (plus de 50 dans certaines gammes) et à grain (obtenu par des feutres montés sur des cylindres). La spécificité de cette machine réside dans sa flexibilité permettant des changements fréquents de gammes.

Ce site est équipé de sa propre station d'épuration.

Le site dispose de nombreuses certifications (ISO 9 001 (qualité), ISO 14 001 (environnement)).

### **Thèmes de l'inspection :**

- AN25 Sobriété hydrique
- Eau de surface

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire                        | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup> | Proposition de délais |
|----|-------------------|------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------|
| 1  | Plan des réseaux  | Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-II | Demande d'action corrective                                                                                                | 2 mois                |

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle                                                  | Référence réglementaire                          | Autre information |
|----|--------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------|-------------------|
| 2  | Données de prélèvement : compteur                                  | Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 15     | Sans objet        |
| 3  | Données de prélèvement : respect des volumes prélevables autorisés | Arrêté Préfectoral du 05/05/2010, article 4.1.1  | Sans objet        |
| 4  | Obligations déclaratives - GERP                                    | Arrêté Ministériel du 30/01/2008, article 4      | Sans objet        |
| 5  | Sobriété hydrique                                                  | Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 2      | Sans objet        |
| 6  | Sécheresse - applicabilité de l'AM et exemption aux restrictions   | Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 1 et 3 | Sans objet        |
| 7  | Déclaration obligatoire en période de sécheresse                   | Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2 - IV | Sans objet        |
| 8  | Sécheresse - adaptation des restrictions - cadre local             | Arrêté Préfectoral du 06/06/2023, article 3      | Sans objet        |
| 9  | Sécheresse - respect des restrictions applicables                  | Arrêté Préfectoral du 04/07/2025, article 1      | Sans objet        |
| 10 | Mesures de réduction des prélèvements                              | Arrêté Préfectoral du 05/05/2010, article 4.4    | Sans objet        |

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant prend à cœur le sujet « gestion de l'eau » pour son site du Moulin du Roy.  
Il sait que c'est un élément indispensable au procédé industriel de sa machine à papier.

Depuis plusieurs années, des études et des actions ont été menées afin que le site dispose des meilleurs techniques disponibles pour ce paramètre et qu'il puisse fonctionner lors des restrictions Sécheresse en respectant la situation de la rivière.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Plan des réseaux

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-II                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Schéma des réseaux                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| <b>Constats :</b><br><br>Lors de l'annonce de la visite, l'inspection avait demandé à recevoir des documents à l'avance. L'exploitant par courriel du 2 juillet 2025 a transmis les plans des réseaux à sa disposition : <ul style="list-style-type: none"><li>- plan prise d'eau Confluence (N° M7B1012P9)</li><li>- plan de l'arrivée de l'eau sur site (N° M7B1012P11)</li><li>- plan « Eaux pluviales / eaux usées » daté du 06/05/2024 (N°M7B1031-1BP1).</li></ul><br>Si les plans comportent l'essentiel des informations, les deux plans concernant la nouvelle prise d'eau ne sont pas datés et les compteurs et sous-compteurs ne sont pas correctement représentés.<br>Le plan général comporte également quelques erreurs : <ul style="list-style-type: none"><li>- notion d'une fosse septique non présente sur site,</li><li>- problème de légende des eaux usées,</li><li>- mauvais emplacement du compteur d'arrivée d'eau.</li></ul> |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b><br><br>L'exploitant mettra à jour ses plans des réseaux.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
| <b>Proposition de délais :</b> 2 mois                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |

**N° 2 : Données de prélèvement : compteur**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 15                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Connaissance du prélèvement : compteur                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé journalièrement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m <sup>3</sup> /j, hebdomadairement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| <b>Constats :</b><br><br>Le site a modifié sa prise d'eau à la rivière.<br>Le canal de prélèvement a été fermé pour une installation de pompage direct à la rivière : l'impact de prélèvement est moindre.<br><br>Le débit maximal prélevable est de 150 m <sup>3</sup> /h (2 pompes de 75 m <sup>3</sup> /h). Toutefois, il n'est pas utilisé, seule une pompe sur les deux fonctionne pour un prélèvement moyen de 1 000 m <sup>3</sup> /jour.<br><br>Un dispositif de mesure totalisateur est présent et il est relevé quotidiennement.<br>Les résultats sont enregistrés informatiquement et le tableur est consultable en direct et/ou en différé.<br><br>Lors de la visite, l'index relevé était à 35 567 m <sup>3</sup> pour une consommation de 996 m <sup>3</sup> sur les dernières 24 heures.<br>Le site dispose également d'un sous-compteur en entrée du procédé industriel (sortie du château d'eau). |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |

**N° 3 : Données de prélèvement : respect des volumes prélevables autorisés****Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 05/05/2010, article 4.1.1**Thème(s) :** Risques chroniques, Respect des volumes prélevables autorisés**Prescription contrôlée :**

Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont limités aux quantités suivantes :

| Origine de la ressource   | Consommation maximale annuelle (m <sup>3</sup> ) | Débit maximal (m <sup>3</sup> ) |            |
|---------------------------|--------------------------------------------------|---------------------------------|------------|
|                           |                                                  | horaire                         | journalier |
| Réseau public             | 12 000                                           | 2                               | 48         |
| Milieu de surface (DEUME) | 600 000                                          | 150                             | 3 600      |

**Constats :**

Le site respecte bien les volumes de prélèvement autorisés par son arrêté préfectoral.

Par ailleurs, on peut noter une forte baisse des consommations depuis 2021.

Pour les prélèvements à la rivière, l'exploitant indique avoir prélevé :

- 2021 : 435 247 m<sup>3</sup>
- 2022 : 428 378 m<sup>3</sup>
- 2023 : 291 912 m<sup>3</sup>
- 2024 : 203 040 m<sup>3</sup>
- mi 2025 : 95 000 m<sup>3</sup>

Pour la consommation d'eau du réseau AEP , utilisée seulement pour le personnel :

- 2021 : 2 187 m<sup>3</sup>
- 2022: 1 773 m<sup>3</sup>
- 2023: 3 301 m<sup>3</sup>
- 2024 : 2 842 m<sup>3</sup>.

Afin de mieux encadrer les prélèvements à la rivière, une prescription spécifique sera proposée dans un arrêté préfectoral complémentaire lié à la thématique de l'eau, voir constat n° 10.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 4 : Obligations déclaratives - GEREP

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/01/2008, article 4                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Obligations déclaratives - GEREP                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>I.-L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre en charge des installations classées, les données ci-après :<br>- les volumes d'eau consommée ou prélevée dès lors que le volume provenant d'un réseau d'adduction est supérieur à 50 000 m <sup>3</sup> / an ou que le volume prélevé dans le milieu naturel est supérieur à 7 000 m <sup>3</sup> / an ;<br>-les volumes d'eau rejetée, le nom, la nature du milieu récepteur dès lors que le volume de prélèvement total est supérieur à 50 000 m <sup>3</sup> / an ou que l'exploitant déclare au moins une émission dans l'eau au titre du premier tiret du présent article ; |
| <b>Constats :</b><br><br>L'exploitant renseigne bien le logiciel GEREP chaque année.<br>L'exploitant a déclaré ses prélèvements d'eau dans le milieu naturel et également sur le réseau.<br>Les volumes d'eau rejetées sont aussi déclarés.<br><br>Les milieux naturels sont indiqués.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |

## N° 5 : Sobriété hydrique

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 2                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, dispositions prises pour économiser la ressource de manière pérenne                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>L'exploitant prend les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :<br>- utiliser de façon efficace, économe et durable la ressource en eau, notamment par le développement du recyclage, de la réutilisation des eaux usées traitées et de l'utilisation des eaux de pluie en remplacement de l'eau potable ; [...]                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| <b>Constats :</b><br><br>Depuis plusieurs années, le site de Canson mène des études et recherches pour pouvoir baisser ses prélèvements et sa consommation d'eau.<br>En effet, l'eau étant au cœur du procédé industriel de la papeterie, l'exploitant sait qu'il doit utiliser de façon durable cette ressource.<br><br>Ces dernières années, les études sur une volonté de réduire fortement les prélèvements d'eau ont commencé en 2021. Un pilote a été réalisé, mais il n'a pas été concluant.<br>En 2023, de la réutilisation d'eau en sortie de station d'épuration ainsi que du changement de matériel ont permis les premières grosses économies.<br>Puis en 2024, la fermeture du canal a permis de prélever moins à la rivière.<br><br>Depuis 2018, le site a baissé de plus de 55 % ses prélèvements à la rivière.<br><br>En parallèle à cela, l'exploitant a toujours mis en place des procédures spécifiques lors des périodes de restrictions Sécheresse.<br>Aujourd'hui tout cela est rassemblé dans son plan de sobriété hydrique (PSH). |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |

**N° 6 : Sécheresse - applicabilité de l'AM et exemption aux restrictions**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 1 et 3                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Sécheresse - applicabilité de l'AM et exemption aux restrictions                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><u>Article 1</u><br>I. - Le présent arrêté s'applique aux installations classées pour la protection de l'environnement dont le prélèvement d'eau total annuel est supérieur à 10 000 mètres cubes et qui sont soumises soit à autorisation soit à enregistrement.<br><u>Article 3</u><br>Ne sont pas soumis aux dispositions de l'article 2 :<br>1° Les installations nécessaires aux activités suivantes : [...]<br>2° Les exploitants des établissements ayant réduit leur prélèvement d'eau d'au moins 20 % depuis le 1er janvier 2018 ;<br>3° Les exploitants des établissements utilisant au moins 20 % d'eaux réutilisées par rapport à leur prélèvement d'eau, sous réserve du respect des exigences sanitaires et environnementales en vigueur ;<br>4° Les exploitants des établissements nouvellement autorisés ou enregistrés depuis le 01/01/23. |
| <b>Constats :</b><br>Le site de Canson prélève bien plus de 10 000 m <sup>3</sup> par an dans le milieu naturel, toutefois il a réalisé plus de 50 % d'économie d'eau depuis 2018.<br>L'arrêté ministériel SÉCHERESSE du 30/06/2023 n'est donc pas applicable au site.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |

**N° 7 : Déclaration obligatoire en période de sécheresse**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2 - IV                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Sécheresse - respect des déclarations applicables                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>IV. - Lorsque les niveaux de gravité d'alerte renforcée ou de crise sont en vigueur, l'exploitant transmet, chaque semaine calendaire, au plus tard le mercredi, à l'inspection des installations classées, les volumes d'eau journaliers prélevés et consommés sur la semaine calendaire précédente et le volume journalier moyen prévisionnel prélevé et consommé pour les besoins de son installation pour la semaine calendaire en cours.<br><br>Cette transmission est faite conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 relatif à la transmission des données de surveillance des émissions des installations classées pour la protection de l'environnement. |
| <b>Constats :</b><br>Comme vu précédemment, l'arrêté ministériel SÉCHERESSE du 30/06/2023 n'est pas applicable au site de Canson.<br>Toutefois, dans une volonté de transparence, l'exploitant indiquera dans le logiciel GIDAF ses prélèvements lors des périodes de restriction d'alerte renforcée.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |

## N° 8 : Sécheresse - adaptation des restrictions - cadre local

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 06/06/2023, article 3                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Sécheresse - exemption au cadre régional                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...] Le présent arrêté ne s'applique pas :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- aux ouvrages de stockages hors cours d'eau [...]</li><li>- aux activités industrielles, commerciales ou artisanales répondant à l'une des conditions suivantes :</li></ul> <ul style="list-style-type: none"><li>* les établissements consommant moins de 1 000 m<sup>3</sup>/ an dans le milieu [...]</li><li>* les établissements disposant d'un AP comportant des prescriptions spécifiques relatives aux économies d'eau à mettre en œuvre en situation de sécheresse ;</li><li>* les établissements pouvant démontrer que leur consommation en eau a été réduite à une consommation minimale via un plan de sobriété hydrique (plans démontrant la mise en œuvre des techniques les plus économes du secteur d'activités, respect d'une consommation spécifique reconnue par le secteur d'activité....</li></ul> <p>Ces éléments doivent être mis à la disposition de l'autorité compétente pour validation dans le cadre de l'arrêté d'autorisation de l'ICPE.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant connaît l'arrêté préfectoral cadre Sécheresse et sait qu'il dispose de prescriptions spécifiques dans son arrêté préfectoral d'autorisation de 2010.</p> <p>Toutefois, son arrêté étant un peu ancien (voir constat n°10 ), l'exploitant a également rédigé un plan de sobriété Hydrique (PSH).</p> <p>Le PSH a été fourni à l'inspection après sa demande lors de l'annonce de la visite.</p> <p>L'exploitant l'a transmis par courriel le 4 juillet 2025.</p> <p>Le PSH du site s'appuie sur le modèle mis à disposition sur le site internet de la DREAL ARA.</p> <p>L'ensemble des champs a été complété avec un niveau d'information permettant d'apprécier notamment le respect des mises en œuvre des techniques les plus économes du secteur d'activité Papeterie.</p> <p>Le PSH comporte quatre grandes parties :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- diagnostic des prélèvements,</li><li>- positionnement par rapport à l'état de l'art,</li><li>- recensement des actions de réductions des prélèvements (déjà réalisées et futures),</li><li>- volume de référence et Registre.</li></ul> <p>Il ressort de l'analyse du PSH de l'établissement, les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- de manière générale<ul style="list-style-type: none"><li>• l'exploitant est engagé et sensibilisé. Au-delà des exigences réglementaires, il s'agit d'une politique portée par le site et le groupe ;</li><li>• L'exploitant dispose d'une bonne connaissance des usages de l'eau sur son site et de sa comptabilité ;</li><li>• le site respecte les valeurs de consommation d'eau des Meilleurs Techniques Disponibles (MTD) citées dans le BREF-IED de son secteur d'activité : &lt; 20 m<sup>3</sup> / tonnes fabriquées ;</li><li>• l'exploitant a essentiellement réalisé des mesures d'économie pérennes (importantes). Il devient plus difficile d'identifier des mesures complémentaires à mettre en œuvre en situation de crise (hors arrêt d'activité) ;</li><li>• le taux de retour moyen au milieu naturel se situe entre 85 % et 90 %;</li></ul></li></ul> |

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>- plus spécifiquement en cas de restrictions des périodes Sécheresse :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• le PSH indique des mesures spécifiques en fonction des différents niveaux d'alerte.</li> <li>• La période d'arrêt annuel de 3 à 4 semaines est située à cheval sur juillet – août : période de fort étiage sans utilisation de la ressource Eau.</li> <li>• Des modifications de campagne production sont prévues en cas de niveaux Sécheresse les plus élevés.</li> </ul> <p>Les observations émises en séances porte sur l'amélioration du PSH, avec notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- mieux définir les modifications possibles de production lors des niveaux élevés de sécheresse ;</li> <li>- définir des actions sur les rejets d'eau du site lors des périodes de fortes restrictions.</li> </ul> <p><b>Observation:</b> L'exploitant met à jour son PSH en tenant compte des observations citées ci-dessous.</p> <p>L'inspection des installations classées considère que le PSH élaboré est recevable. Il permet en l'état de bénéficier du cas d'exemption prévu pour les activités industrielles (« cas 3 »).</p> |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |

#### N° 9 : Sécheresse - respect des restrictions applicables

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/07/2025, article 1</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
| <p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Sécheresse - respect des restrictions applicables</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Article 1 : situation des différents bassins versants du département de l'Ardèche [...]</p> <p>Zone hydrographique de la Cance : Niveau 2 - Alerte [...]</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant est renseigné sur les niveaux d'alerte sécheresse de son bassin hydrographique. Il suit via le site internet de la préfecture, la parution des différents arrêtés de restriction et il reçoit également des mailings de la DDT.</p> <p>Le jour de la visite, le bassin de St-Marcel les Annonay est en situation d'Alerte. Au regard de son plan de sobriété hydrique, l'exploitant a bien réalisé les actions citées pour ce niveau d'alerte, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- sensibilisation du personnel (via une note du 29/6/2025) ;</li> <li>- débit d'eau utilisé à certains endroits (presse-étoupes), réglés au minimum.</li> </ul> |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |

**N° 10 : Mesures de réduction des prélèvements**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 05/05/2010, article 4.4                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Mesures de réduction des prélèvements et rejets d'eau                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Chapitre 4.4 – Mesures de réduction des prélèvements et rejets d'eau [...]<br>Article 4.4.2 – Limitations temporaire des prélèvements<br>En niveau 1 : Mesures de vigilance :<br>- informer l'inspection des installations classées<br>[...]                                                                                                                                                  |
| <b>Constats :</b><br>Depuis la mise en place de l'arrêté ministériel SÉCHERESSE et du nouvel arrêté préfectoral cadre SÉCHERESSE, les prescriptions spécifiques liées aux restrictions de la consommation d'eau ne sont plus à jour.<br><br>À la suite de cette inspection, il est proposé à madame la préfète et à l'exploitant, un nouvel arrêté préfectoral complémentaire spécifique à la consommation d'eau du site Canson. |
| <b>Type de suites proposées :</b> arrêté préfectoral complémentaire                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |